

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 5, DIM. 6 et LUN. 7 JANVIER 1980 — No 2 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## Le crime paierait-il ?

**Afghanistan :** Des témoignages font état de camions militaires circulant avec des chargements de cadavres dans les rues de Kaboul lors de l'invasion soviétique ; les forces d'agression continuent à se déployer à l'intérieur du pays pour tenter d'écraser les forces patriotiques ; les soldats afghans, dont un grand nombre auraient rejoint la résistance, sont désarmés par les envahisseurs ; le rouble est devenu la monnaie officielle de l'Afghanistan.

**France :** Alors que 43 pays demandent la convocation d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner les conséquences à donner à cette invasion, la France manque à l'appel. Par ailleurs, tandis qu'est envisagé ici et là un éventuel boycott des Jeux Olympiques de Moscou, le gouvernement français rejette de façon véhémente une telle éventualité.

Au-delà des déclarations verbales de Giscard d'Estaing, faisant état de la gravité de la situation pour tenter de faire avancer son projet d'union sacrée afin de faire accepter ses sacrifices aux travailleurs, telle est la réalité des actes du gouvernement français face à l'agression de l'URSS contre l'Afghanistan. Une telle attitude, conforme à l'orientation suivie ces dernières années par le gouvernement français, (Giscard n'a-t-il pas répété à de multiples reprises qu'à son avis Brejnev voulait la paix ?), ne peut qu'encourager l'agresseur dans son audace. Une telle attitude est contraire à la défense de la paix mondiale. Brejnev, en envahissant l'Afghanistan, a misé sur de telles attitudes : il espère que, passées les premières réactions indignées, les proclamations verbales, d'éventuelles actes symboliques, l'invasion de l'Afghanistan restera du domaine du fait accompli, et qu'au bout du compte il n'y aura eu que des mots face à ses blindés et ses parachutistes.

Le crime paiera-t-il ? Telle est la question posée. Brejnev n'en est pas à ses débuts : après l'invasion de la Tchécoslovaquie et la « normalisation », l'intervention soviéto-cubaine en Angola, la participation au conflit entre l'Éthiopie et la Somalie, l'agression contre l'Érythrée et plus récemment le soutien militaire à l'invasion vietnamienne au Cambodge, l'URSS, à ce jour, outre la résistance armée des peuples concernés, ne s'est heurtée qu'à une seule riposte effective et conséquente parmi les États : celle de la République populaire de Chine, lors de sa contre-attaque à la frontière sino-vietnamienne.

Or, qu'a-t-on vu ? Le gouvernement français adressa à Brejnev ses félicitations pour le prétendu sang-froid dont il fit preuve, alors ! Fort de telles réactions, Brejnev a pu se sentir aujourd'hui en position d'envahir l'Afghanistan.

Et demain ? Quel sera le pays suivant ? Au secours de quel autre peuple, les forces d'invasion prétendront-elles venir ?

L'histoire ne se répète pas, mais ses leçons ne doivent pas être perdues. Dans les années 1930, les dénommés Hitler et Mussolini se crurent autorisés aux mêmes audaces agressives : ce fut l'Éthiopie (déjà !), l'Albanie, l'Espagne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, etc... Leurs agressions ne rencontrèrent que protestations verbales et acceptation du fait accompli de la part des gouvernements occidentaux. La suite de l'histoire est connue.

P. BURNAND

# Hausses : un train en cache un autre

L'augmentation, au 4 janvier, des tarifs des carburants, du gaz et de l'électricité constitue le prélude d'une nouvelle flambée des prix

Voir pages 3



Très vite, il va en coûter plus cher, non seulement pour se chauffer, mais également pour se loger, se faire transporter. Une hausse de 9,4 % est prévue pour les tarifs voyageurs SNCF, et de 19,4 % pour les abonnements.

## Waldheim quitte l'Iran en dressant un bilan d'échec

Arrivé à Téhéran mardi 1er janvier, le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, est reparti pour New York jeudi soir, dressant un bilan négatif de ses discussions avec les dirigeants iraniens.

Si Waldheim a rencontré à deux reprises Sadegh Ghotbzadeh, ministre des affaires étrangères, s'il a été reçu en extrémis jeudi soir par le Conseil de la révolution, il n'a par contre pas été reçu par l'imam Khomeiny, « en raison de l'emploi du temps très chargé » de celui-ci. Venu en Iran pour avoir des discussions « sur tous les aspects de la crise, à savoir les griefs iraniens envers les États-

Unis mais aussi le problème des otages américains », le secrétaire général de l'ONU n'aura donc pas fait évoluer la situation.

Outre ses entretiens, il s'est rendu au cimetière Beheschte-Zahra afin de déposer une gerbe sur le « carré des martyrs ». Cette cérémonie a d'ailleurs dû être écourtée, en raison d'une manifestation de plusieurs milliers d'Iraniens.

Waldheim s'est également rendu au « cercle des officiers », où il a pu s'entretenir avec un millier de personnes, restées invalides à la suite des tortures de la Savak. Il a déclaré à cette occasion qu'il

« regrette beaucoup ces actes de l'ancien régime ».

Hormis ces deux visites, la visite de Waldheim a été des plus discrètes. Alors que les élections présidentielles se préparent, la journée de jeudi 3 janvier a été marquée par une grande manifestation devant l'ambassade des États-Unis, où les manifestants scandaient « Mort à Carter, Mort au Shah », mais aussi « A bas l'URSS ». Dans le même temps, les Afghans en exil en Iran ont une nouvelle fois manifesté devant l'ambassade soviétique, entourée par des « gardiens de la révolution ». On a appris par ailleurs que

les 1 200 Italiens qui vivent en Iran ont été invités par leur gouvernement à « quitter le pays, à moins que leur présence n'y soit essentielle ». Ces « conseils » du gouvernement italien, venant après les mêmes formulés par la France, la Grande-Bretagne et la RFA, indiquent à quel point la situation reste tendue en Iran. Dans divers milieux proches du gouvernement américain, la mission de Waldheim avait été présentée comme celle « de la dernière chance » avant « des actions de type militaire ». Il s'agit bel et bien là d'une menace, qui se précise après l'échec de la mission Waldheim.

# A Golfech, l'enquête est finie mais la lutte contre la centrale continue

De notre correspondant

Le 21 décembre, se terminait l'enquête d'utilité publique pour le projet de centrale nucléaire à Golfech, dans le Tarn-et-Garonne. C'est dans l'euphorie que la population a fêté le départ des fourgonnettes baptisées « Mairies-annexes » et de leurs chiens de garde, les mobiles. A Valence-d'Agen, les forces de l'ordre se sont retirées au son de sirènes, de musiques, de centaines de pétards, de fusées, de feux de Bengale. Cette journée fera date. Un Valencien déclarait sur les ondes : « Aujourd'hui, fin de l'enquête, c'est pour nous la fin de 8 semaines d'occupation de nos villages, et aussi de 8 semaines d'humiliations. Les gardes mobiles sont partis, nous souhaitons qu'ils ne reviennent plus jamais ».

Les enquêteurs sont partis, mais la lutte n'est pas finie, bien au contraire. La balle est maintenant du côté des ministères, ce qui rendra la lutte certainement plus difficile. Les militants de la Coordination anti-nucléaire ne se le cachent pas. Pour eux, il s'agit maintenant de capitaliser tous les acquis de la lutte contre l'enquête et d'organiser la population qui est désormais déterminée à se battre.

## QUELQUE CHOSE CHANGE

Incontestablement, ces dernières semaines, quelque chose

population : médecins, artisans, commerçants, ouvriers, paysans. Des élus aussi : le député-maire de Valence-d'Agen, le conseil municipal d'Auvillar, de Golfech, de Goudouville...

## 17 DÉCEMBRE : SOUTIEN AUX INculpÉS DU PELLERIN

Un car est parti de Valence d'Agen, pour aller soutenir les 34 inculpés de Nantes, qui passaient au tribunal, eux aussi pour avoir détruit des dossiers.

Après un accueil chaleureux dans la mairie du Pellerin, des agriculteurs ont offert une visite commentée du futur site nucléai-

dience publique à Golfech. Toute la journée, des personnes baillonnées ont défilé devant lui, opposant le mépris au mépris. Pendant ce temps, en signe de protestation, des paysans manifestaient avec leurs tracteurs sur la place de Golfech.

Cette mobilisation n'a pas été du goût de tout le monde. Dans la nuit du 18 au 19 décembre, une bombe a détruit la « caravane anti-nucléaire » de Valence-d'Agen qui servait depuis 8 semaines de « contre-mairie-annexe ». Outre la caravane, un important matériel a été détruit : pour 2 à 3 millions de dégâts !

## LA GAUCHE HOSTILE

Avec les tracteurs du 18 décembre, les paysans et leurs syndicats sont entrés dans la lutte.

On ne peut en dire autant des partis traditionnels de gauche. Le 30 novembre, le PCF, contre son engagement antérieur, déclarait par la bouche de Claude Liabres, du CC :



Mardi 18 décembre, Golfech : manifestations de tracteurs.

« Le nucléaire a sa place à Golfech » ! Cette déclaration du PCF a été ressentie comme un coup de couteau par les populations et un affront au mouvement de masse. Des militants du PCF l'ont reçue avec amertume, certains d'entre eux ont malgré tout « fissuré » des registres. Mais dans l'ensemble, la prise de position de l'état-major du PCF a joué localement un rôle négatif. N'a-t-on pas vu sa section locale faire une sorte de parallèle entre l'attente contre la caravane anti-nucléaire et la destruction des registres ?

Quant au PS, même si sur le terrain, il a timidement fait acte de présence, c'est par pure

démagogie. En effet, si la section de Valence du PS dit : « Pour une nouvelle politique énergétique, non à Golfech », quinze kilomètres plus loin, à Bon Encontre, par exemple, c'est « oui au logement, EDF sur la commune »... pour l'intérêt des travailleurs. Et à Beaumont-de-Lomagne, le maire PS, Daudignon, accepte la présidence de la commission d'enquête !

Malgré ces positions qui ne tiennent aucun compte de la mobilisation populaire, la lutte se développe. Et disons que pour l'instant, elle se développe bien !



Lundi 17 décembre : soutien aux inculpés du Pellerin. Ici, devant le tribunal.

a changé en Tarn-et-Garonne. D'une attitude résignée et passive, avant l'enquête, c'est aujourd'hui une atmosphère d'offensive et d'optimisme.

Il faut dire que le comité anti-nucléaire de Golfech/le GANG, s'est démené pendant cette période : des dizaines de réunions publiques, pétitions, tracts, manifestations, présence permanente devant les mairies-annexes dans trois ou quatre villages, marche sur Golfech le 25 novembre qui a rassemblé 6 000 personnes !

## OPÉRATIONS FISSURES

Cette opération de « désobéissance civile » lancée par la coordination après le rassemblement des 24 et 25 novembre, a été un grand succès. Elle a concrétisé la prise de conscience de la population. Ainsi, plus de 450 personnes sont allées déchirer individuellement une ou plusieurs pages du registre d'enquête. Des militants au début, mais par la suite toutes les couches de la

re qui, à voir la détermination des paysans de la région, n'a guère de chance de voir le jour... Après un bruyant repas à la ferme, tout le monde s'est retrouvé devant le tribunal de Nantes, dont l'accès leur fut interdit, dans la plus grande illégalité d'ailleurs. Au barreau du tribunal, un militant de Golfech ne manqua pas de montrer la similitude de la lutte du Pellerin et de Golfech, la violation de la démocratie par le Pouvoir. Il a légitimé ainsi la riposte des populations, et donc les actes de destruction des dossiers, faisant au passage remarquer que la loi anti-casseurs était appliquée à ceux du Pellerin, et l'article 439, donc les Assises, aux fissureurs de Golfech. Cette incohérence mit les juges dans l'embarras...

## 18 DÉCEMBRE : BAILLON CONTRE LA COMMISSION D'ENQUETE

Le 18 décembre, M. Daudignon, président de la commission d'enquête, tenait une au-



Pendant la manifestation de tracteurs du 18 décembre.



# Hausses : un train en cache un autre

Le gouvernement qui ne « souhaite pas faire souffrir les Français » nous a ménagé des lendemains de fêtes particulièrement sombres. En effet, le train des hausses de ce début d'année, destiné à être multiplié par les mécanismes de la libération totale des prix préalablement mis en place, est particulièrement lourd.

Pour l'instant ce sont donc l'ensemble des prix des produits dérivés du pétrole qui sont augmentés. Depuis vendredi 4 janvier, le super, l'essence, le gazole et le fuel domestique coûtent 19 centimes de mieux. L'électricité et le gaz seront payés respectivement 10,8 % et 11,8 % plus cher pour leur usage domestique et 12,5 % et 18,5 % plus cher dans l'industrie.

Comme d'habitude, Barre a justifié ce mauvais coup par le pétrole : « C'est la facture que nous devons payer » déclarait-il jeudi soir sur les écrans, « il faut répercuter les hausses des prix du brut ». En dépit des faits et des démentis d'organismes aussi officiellement capitalistes que l'OCDE, Barre s'acharne donc à faire porter le chapeau de la baisse du

pouvoir d'achat aux pays producteurs. Même le quotidien patronal les Echos n'hésite pas à refuter le premier ministre. « Il ne faut pas se tromper et poser le problème à l'envers », peut-on lire dans l'édition du 4 janvier, « la vérité c'est que les augmentations des prix du pétrole sont la conséquence et non la cause de notre mal. La cause première c'est l'inflation, toujours l'inflation ».

Parrallèlement à ces nausées, le gouvernement a adopté un certain nombre de mesures en faveur des monopoles capitalistes. EDF tout d'abord qui se voit gratifiée d'un cadeau de 12 milliards par annulation des dettes qu'elle avait contractées vis-à-vis de l'Etat. 6 autres milliards seront distribués aux entreprises au titre

de soutien à l'investissement et à l'exportation, et 1,5 milliard au titre des économies d'énergie. Comme chacun sait, « quand l'entreprise va, tout va » et Barre en faisant ces nouveaux cadeaux aux capitalistes voudrait nous faire croire qu'il aide les chômeurs. Selon lui, « Les Français ont maintenant compris qu'un pays dans lequel les entreprises sont malades, déficitaires, en mauvaise situation de compétition est un pays faible qui ne peut pas assurer la prospérité de ses citoyens ».

Pour tenter de donner corps au discours sur le « consensus social » et la « solidarité nationale », le gouvernement a décidé d'un certain nombre de mesures d'assistance exceptionnelles. « Il faut faire en sorte que certaines catégories sociales moins favorisées ne souffrent pas trop intensément », déclare publiquement Barre. De quoi s'agit-il ? 1,5 milliard — qui, soit dit en passant, ne coûteront rien à

l'Etat puisque récupérés sur l'accroissement de la TVA des produits pétroliers — seront distribués dans la deuxième quinzaine de février. C'est moins que l'allocation spéciale de rentrée débloquée en septembre dernier. Qui en bénéficiera ?

2,3 millions de familles, ayant des enfants âgés de 6 à 16 ans, toucheront 150 F par enfant. Pour bénéficier de cette allocation exceptionnelle, le plafond de ressource est de 3 300 F brut mensuel pour une famille de un enfant, et de 4 700 F pour trois enfants.

2,7 millions de familles toucheront exceptionnellement en février un complément familial majoré de 150 F.

Les personnes âgées et handicapées toucheront également 150 F.

On peut mesurer l'ampleur de cette générosité gouvernementale quand on sait qu'une famille de un ou deux enfants dont le revenu équivaut à deux fois le SMIC est exclue de ces aides exceptionnelles !

## Turquie : les militaires menacent

A entendre les chefs de l'armée turque, qui ont remis une lettre d'avertissement au président Korotürk pour venir à bout de « l'anarchie, la subversion et le séparatisme », on peut se demander si un coup d'Etat militaire n'est pas en préparation dans ce pays ?

C'est en tout cas la menace que laisse planer la lettre de l'armée, lorsqu'elle indique : « Une seule alternative demeure dans le cas où les points importants contenus dans l'avertissement ne seraient pas mis en œuvre ».

Déjà en 1971, un tel avertissement adressé au gouvernement avait précédé la prise du pouvoir par les militaires pour une dictature féroce de trois années.

## Erythrée : 160 soldats éthiopiens abattus par les guérilleros

Les guérilleros du Front de Libération de l'Erythrée (FLE) ont attaqué la garnison éthiopienne d'Asmara, et ont fait plusieurs tués parmi l'armée éthiopienne qui, soutenue par l'URSS, s'acharne contre le peuple érythréen.

Le fait que l'attaque ait pu être lancée ainsi contre une position de la capitale érythréenne met en évidence la vitalité de la résistance érythréenne, qui contrôle les campagnes et renforce patiemment son dispositif autour des villes occupées.

Le 27 décembre 1979, 160 soldats éthiopiens avaient été tués par les maquisards du FLE.

## Afghanistan : violents combats dans tout le pays

Carter demande au Sénat d'ajourner la ratification de Salt 2



Un blindé soviétique, capturé en septembre 1979 par des résistants afghans.

Diverses sources concordent pour faire état de la persistance de violents combats dans plusieurs régions d'Afghanistan. Les troupes soviétiques se seraient emparées de Jalalabad, une ville située à l'Est, près de la frontière pakistanaise. Au terme de violents combats, elles se seraient également emparées de Daraloumane, où les soldats afghans, ralliés aux résistants, auraient opposé une très vive résistance.

Un témoin a notamment vu, une soixantaine de camions pleins de cadavres de soldats afghans sortant de la ville. Par contre, les « modjahiddine » (combattants rebelles) ont investi le poste militaire de Shamsad, proche de la frontière

pakistanaise. Les troupes régulières se sont jointes aux rebelles. Le même phénomène se serait produit dans le district de Kama, où les officiers favorables à l'invasion soviétique ont été exécutés. Selon les mêmes sources, des combats importants sont en cours pour empêcher les Soviétiques de pénétrer dans Gardez, la capitale de la province de Paktya, au sud de Kaboul, soumise à une violente offensive soviétique.

Le gouvernement américain a par ailleurs arrêté un certain nombre de mesures destinées à riposter à l'offensive russe. Parmi ces mesures, la demande de convocation du Con-

seil de sécurité, signé par 43 pays dans la journée du jeudi 3 janvier, et le refus de ratifier les accords Salt 2.

Cette dernière mesure semble inspirée en grande partie par des considérations de politique intérieure, dans la mesure où le Sénat américain semblait décidé, depuis un certain temps déjà, à ne pas ratifier ces accords. D'autres mesures auraient été prises, mais le gouvernement américain entend en informer d'abord ses partenaires de l'OTAN avant de les mettre en application.

Par ailleurs, l'ambassadeur américain à Moscou a été rappelé à Washington, « pour consultation ».

## Face à l'intervention soviétique en Afghanistan

### Prises de position de la CFDT, du PS, du PCI et du PCE

Les réactions en France se multiplient contre l'intervention militaire soviétique en Afghanistan.

Parmi les syndicats, la CFDT a pris nettement position. Elle « condamne l'invasion soviétique en Afghanistan et demande le retrait immédiat des troupes d'occupation ». Elle a effectué une démarche auprès des syndicats soviétiques « pour leur demander d'intervenir dans ce sens auprès de leur gouvernement ».

« Cette intervention, déclare la CFDT, aggrave la tension internationale et constitue un pas de plus dans l'escalade à laquelle se livrent les deux grandes puissances au Moyen Orient. Les interventions répétées des grandes puissances dans le domaine militaire, économique et politique, de même que les interventions de la France en Afrique en 1979 constituent une menace grave pour la paix dans le monde et pour la liberté des peuples ».

Jusqu'ici, la CGT n'a pas encore fait connaître sa position. Condamnera-t-elle l'intervention soviétique comme elle l'avait fait en 1968 au moment de l'occupation de la Tchécoslovaquie, ou bien reprendra-t-elle à son compte les « justifications » présentées par le PCF et visant à blanchir l'intervention de Moscou à Kaboul ?

#### LE PARTI SOCIALISTE

Ducoté des partis politiques, outre la condamnation de l'intervention par l'UDF et les Radicaux de gauche, à noter le communiqué publié mercredi 2 janvier par le bureau exécutif du Parti socialiste : « Déjà présente

depuis plusieurs années en Afghanistan, l'Union soviétique franchit un pas supplémentaire en intervenant massivement sur le plan militaire dans un pays appartenant au mouvement des non-alignés, pour imposer un gouvernement ».

Par cette intervention, l'Union soviétique va accroître les tensions et les contradictions en Asie. Elle risque d'ailleurs de s'enliser dans un conflit meurtrier. Au moment où se multiplient en Occident les campagnes alarmistes et où se développent les ventes d'armes, la décision prise par Moscou peut être lourde de conséquences ».

« Le Parti socialiste, déclare le communiqué, s'oppose à toute ingérence d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat, condamne cette intervention comme il a condamné les interventions américaines en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine ou les interventions du gouvernement français en Afrique ».

« Le Parti socialiste, est-il dit encore, souhaite que l'ensemble des forces de gauche manifestent en cette circonstance leur attachement à la paix et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

#### LE PCI ET LE PCE

Parmi les partis se réclamant de l'eurocommunisme, le PC italien a publié une déclaration très ferme condamnant l'intervention militaire soviétique : « L'intervention militaire soviétique de ces derniers jours doit être considérée comme une violation de l'indépendance et de la souveraineté de l'Afghanistan ».

L'intervention militaire

provenant de l'extérieur est inacceptable dans n'importe quel cas, et est une violation inadmissible des principes d'indépendance, de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Ces principes doivent être la base des relations entre Etats et être observés dans toutes les circonstances ».

Un dirigeant du PCI a aussi déclaré : « Les communistes italiens condamnent toutes les interventions militaires en vue de résoudre les divergences entre Etats. Ils ont plus de raisons de condamner l'intervention militaire visant à résoudre les affaires intérieures d'un autre pays, d'où qu'elle vienne ou dans quel que pays que ce soit. Il est est de même pour l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan ».

Quant au PCE (espagnol) il consacre un éditorial essentiellement à dénier, dit-il, aux pays impérialistes le droit de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan, étant donné qu'eux-mêmes ont mené des interventions similaires dans le passé.

En même temps, l'éditorial condamne l'intervention soviétique en ces termes : « Ce sont les peuples soumis à l'impérialisme qui doivent se libérer eux-mêmes, sinon prétexte est donné aux luttes des grandes puissances et aux manœuvres de l'impérialisme ».

En comparaison avec les forces politiques françaises et les autres partis se réclamant de l'eurocommunisme, le PCF paraît donc isolé dans sa justification outrancière de l'intervention soviétique.

Claude Liria

# Dangers de guerre : Manoeuvres giscardiennes

Après la réponse favorable de Mitterrand aux propositions faites par Giscard d'un supplément d'information et d'une éventuelle rencontre concernant la situation en Asie centrale, Jospin, numéro deux du PS devrait rencontrer prochainement François-Poncet. Quant à Marchais il devrait faire connaître la réponse de son parti dès son retour de Cuba.

La démarche de Giscard vis-à-vis des leaders de

l'opposition à propos de la situation internationale et de ses récents développements en Afghanistan est tout à fait significative quant à la façon dont il entend faire face aux risques de guerre, qu'il évoquait dans ses vœux de Nouvel An. D'autre part, elle exhale un fort relent d'opération politique à usage interne. Il s'agit en effet d'une nouvelle tentative pour promouvoir le fameux «consensus» national.

La perspective d'un nouveau conflit mondial, que les bruits de bottes soviétique à Kaboul rendent encore plus menaçante, concerne évidemment tous les peuples. Ceux d'Europe en particulier qui sont placés au cœur de la rivalité américano-soviétique.

### LE SECRET

De ce point de vue, il n'est ni déplacé ni incongru que cette question soit mise au centre du débat politique dans notre pays, bien au contraire. Mais est-ce bien ce que fait Giscard ? Saisit-il l'opinion des informations dont il dispose, ouvre-t-il largement le dossier afin qu'en France les travailleurs puissent prendre conscience de la mesure du danger et se fassent juges des moyens de s'y opposer ? Non. Seuls les leaders politiques seront mis dans la confidence.

Tout cela est conforme à la philosophie giscardienne selon laquelle l'avenir du monde repose sur «le sang-froid de quelques hommes» sur «la sagesse des dirigeants».

Pour ce qui est de la clairvoyance des dirigeants, et de Giscard en particulier, il est permis d'en douter. «Je considère», disait-il en février 1979, «les dirigeants de l'Union Soviétique comme étant attachés à la paix et n'ayant nullement l'intention d'entreprendre ou de déclencher une action militaire susceptible d'affecter l'Europe de l'Ouest». Et sans doute pour mieux convaincre, Giscard ajoutait : «Je peux préciser que c'est leur état d'esprit. Je les connais bien».

Il n'exprimait pas une opinion différente lors d'une interview à Paris-Match en septembre dernier. Si au



Giscard : « Je considère les dirigeants de l'Union Soviétique comme étant attachés à la paix » (Février 1979)

jourd'hui Giscard parle de risque de guerre, il ne se fait guère plus explicite sur la nature du danger. Il est pourtant bien clair que ce n'est pas la fragilité des nerfs des dirigeants soviétiques qui est en cause, mais bien plutôt la volonté hégémonique que l'URSS manifeste avec constance aussi bien en Asie qu'en Afrique.

Bref l'avenir du monde, selon Giscard, tient dans quelques sommets, rencontrés ou tête-à-tête dont celui de la Guadeloupe. Le château de Rambouillet ou l'Elysée abritent le secret. Le peuple lui, n'a qu'à suivre et faire confiance. Dormir sur ses deux oreilles quand on lui dit que tout va bien ou trembler à l'idée de la guerre sans qu'on lui dise d'où en vient le danger.

Le moment était-il bien choisi pour que Soisson affirme avec tapage que la

France participerait de toute façon aux Jeux Olympiques «qui n'ont rien à voir avec la politique», quand il est évident que, pour Moscou, il s'agit d'une vaste opération de propagande.

### A LA RECHERCHE D'UN CONSENSUS

La politique internationale étant une affaire de grands, Giscard convie les Français à rentrer dans le rang derrière lui en laissant à leur place leurs mesquineries revendicatives, à surmonter les «divisions dérisoires» au profit d'un consensus national. Bien entendu l'initiative présidentielle à l'égard de Mitterrand sert ce dessein.

Il faut d'abord souligner que Giscard jouait sur du velours en s'adressant ainsi au PS. Depuis mars 1978, celui-ci et son premier secrétaire ont toujours répondu

favorablement à ces sortes de sollicitations venant de l'Elysée en mars et juin 1978, en avril 1979, et également lors de la session de l'ONU sur le désarmement, lorsque Jean-Pierre Cot avait, au nom du PS, accompagné Giscard.

Ensuite, et c'est l'essentiel, en raison de la position du Parti socialiste à l'égard de l'agression soviétique en Afghanistan. En dépit du CERES, dont l'inclination à l'égard des Soviétiques vient de s'affirmer à nouveau, c'est une ferme condamnation de l'URSS qui est ressortie de la dernière réunion du comité directeur. Du coup Giscard met en évidence la profonde division des partis de gauche sur les questions internationales. Le PS étant évidemment plus proche, dans ce domaine, des positions gouvernementales que de celles d'un PCF tout occupé à justifier et couvrir l'agressivité soviétique.

En présentant jeudi 3 janvier ses vœux aux différents corps constitués, Giscard a entonné à nouveau son refrain sur l'unité de tous les Français : «L'unité répond à la nécessité. Une France divisée aurait d'autant moins de chance de maintenir son rang et de triompher des difficultés que réserve le monde à venir». Développer l'idée de la solidarité de tous les Français derrière lui face à un monde hostile, voilà le but que poursuit, avec acharnement, Giscard aussi bien en intoxiquant l'opinion avec le pétrole, qu'en exploitant l'inquiétude réelle et légitime face aux menaces d'une nouvelle guerre mondiale.

Pierre MARCEAU

## Tournet déclare avoir fait cadeau à Boulin du terrain de Ramatuelle

Tournet, le promoteur inculpé dans l'affaire des terrains de Ramatuelle, a affirmé mercredi 2 janvier qu'il avait fait cadeau à Boulin des deux hectares sur lesquels le ministre se fit construire plus tard une villa. Tournet explique que pour la vente du terrain en 1974, Boulin lui a versé un chèque de 40 000 F, mais qu'en février 1975, lui-même a remboursé Boulin en adressant à ce dernier un chèque au porteur du même montant.

Au cours d'une perquisition effectuée en juillet au domicile de Tournet à Neuilly, les enquêteurs envoyés par le juge d'instruction ont trouvé la trace de ce dernier chèque. Tournet avait porté les initiales du ministre sur le talon du chèque. Selon le promoteur inculpé, c'est la récente révélation par la presse de cette perquisition qui l'a poussé à faire cette nouvelle déclaration, confirmée par l'hebdomadaire *Le Point*. Jusqu'à présent, Tournet, comme jadis le ministre du travail, avait toujours parlé à propos du terrain de Ramatuelle d'acquisition et non de cadeau.

## Vers la production d'un nouveau missile européen

La France, la Grande Bretagne et la RFA ont créé mercredi 2 janvier 1980 une société chargée de construire et commercialiser des missiles antichars tout à fait nouveaux.

Ces missiles dits de « troisième génération » seront des missiles à moyenne et longue portées, destinés à remplacer les missiles SS-11, vieux de 25 ans, et ceux de la seconde génération.

Le système d'armement antichars européen, sans rapport avec la puissance de l'armada des chars du Pacte de Varsovie, s'en trouvera ainsi renforcé.

La nouvelle société, l'Euromissile Dynamic Group (EMDG), sera soumise à la loi française et regroupera la SNIAS (France), la Messerschmitt Boikow Blohm, et la British Aerospace. Il est question que ces trois sociétés fabriquent aussi ensemble d'autres armes pour le compte de leurs gouvernements respectifs.

Selon les dirigeants des trois sociétés, l'EMDG devra se grouper avec l'ASEM (Anti-Surface-Euromissile). Cette dernière société a été fondée en 1975 par la France et la RFA pour mettre au point les armes antinavires de deuxième génération.

La participation du Royaume-Uni constitue une étape nouvelle dans les accords de défense au niveau européen.

## Marchais-Castro : totales convergences

Au terme d'une visite de plusieurs jours à Cuba, Marchais a signé jeudi 3 janvier une « déclaration commune » avec Castro, qu'il avait rencontré à deux reprises. Selon « l'Humanité », la signature de cette déclaration a revêtu un faste particulier, « au cours d'une cérémonie publique au palais de la Révolution », et en présence de « dizaines de journalistes de la presse cubaine et internationale ».

La déclaration commune, qui aborde notamment la question d'un « nouvel ordre économique mondial » et celle du rôle des non-alignés, traduit « un très large accord de vues » à propos de la situation internationale. Les manœuvres cubaines au sein du mouvement des non-alignés, et les interventions militaires des troupes de Castro en Afrique se trouvent donc totalement légitimées par la direction du PCF.

## L'organisation de jeunesse du PCF prépare son congrès

Le congrès national du Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) tiendra son congrès à Vitry du 31 janvier au 3 février inclus. *L'Humanité* en annonce triomphalement le thème : « Vive la révolution ». Cherchant à faire dynamique, Zarka, secrétaire des JC et député de Seine-St-Denis adopte un style aux accents populistes, notamment en concluant : « Les gros bourgeois dépensent des milliards pour la mâter, mais la jeunesse est comme la mauvaise herbe, elle repousse vite là où l'on croit l'avoir piétinée ».

Le débat autour du projet de manifeste de la JC et de l'UEC aidera « à forger un comportement irréductible face au pouvoir ».

Langage dur, phraséologie révolutionnaire, voilà comment le PCF tente de mobiliser les cercles des JC et de l'UEC.

Pour préparer les congrès fédéraux et le congrès national, le MJCF tiendra dimanche 6 janvier à Paris un conseil national élargi aux collaborateurs et premiers secrétaires des fédérations.

Selon Giscard, l'avenir du monde tient dans quelques sommets, tel celui de la Guadeloupe...

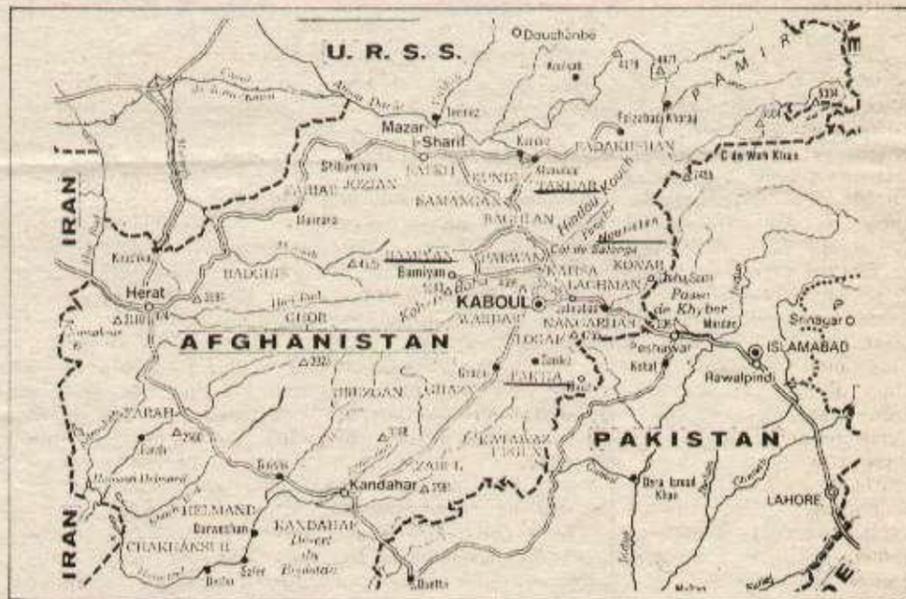




# Afghanistan

## Les agresseurs soviétiques se heurtent à une vive résistance

Alors que Moscou, relayé en cela par *L'Humanité*, prétend que les forces qui s'opposent aux troupes soviétiques seraient purement et simplement téléguidées par le régime pakistanais et à travers lui, par l'impérialisme américain, il importe de rappeler que de l'autre côté de la frontière, au Pakistan, vivent plus de 300 000 réfugiés qui, pour une grande partie d'entre eux, ont dû fuir, au cours des derniers mois, les bombardements par les MIG. Ces réfugiés constituent un appui à la guérilla qui n'a sans doute pas trop de mal à recruter et à trouver de l'aide parmi des gens qui ont dû abandonner provisoirement leur pays à cause de la politique de Moscou et de ses protégés successifs de Kaboul. Dans la partie est de l'Afghanistan, du côté du



Pakistan, la province de Paktia est loin d'être la seule concernée par les combats.

Ainsi, en est-il du Takhar, ou d'ailleurs, avant même l'offensive soviétique de ces derniers jours, des villages ont été rasés par les MIG et les hélicoptères soviétiques, utilisés massivement dans les mois précédents contre les populations civiles qui aident les combattants.

Le Nouristan, entre le Takhar et le Paktia, est également concerné : c'est une des zones libérées constituées ces derniers mois, et où s'est créé un « Front islamique de la révolution afghane » qui inclut des forces se réclamant du marxisme-léninisme.

### COMBATS AU CENTRE DU PAYS

D'autre part, fait à noter et qui s'inscrit en faux contre les allégations de Moscou, les combats actuels sont loin de se dérouler uniquement à proximité de la frontière pakistanaise, c'est-à-dire à l'est du pays. Ainsi, sont signalés de très durs combats dans la province de Bamiyan, au nord-ouest de Kaboul, dans une région presque centrale de l'Afghanistan. Les combats de ces dernières 48 heures y auraient déjà fait de nombreuses victimes, et les pertes soviétiques seraient importantes. Il faut rappeler que cette région, plus largement même que le Bamiyan, était déjà depuis novembre le théâtre de violents combats, Amin, le prédécesseur de Karmal, y ayant lancé une vaste offensive d'hiver pour tenter d'y réduire la résistance.

### DU PONT AERIEN AUX COMBATS RAPPROCHES SUR LE TERRAIN

Les combats qui se déroulent actuellement témoignent du fait que les forces d'agression soviétiques, malgré leurs allures de rouleau compresseur, se heurtent d'ores et déjà à de sérieuses difficultés. Et le mouvement de résistance pourrait très bien s'élargir encore. L'armée afghane, dont des unités avaient précédemment rejoint la rébellion, est jugée peu sûre par Moscou. Au point que les soldats

afghans, même ceux disposés à Kaboul, auraient été désarmés ou consignés dans leurs casernes.

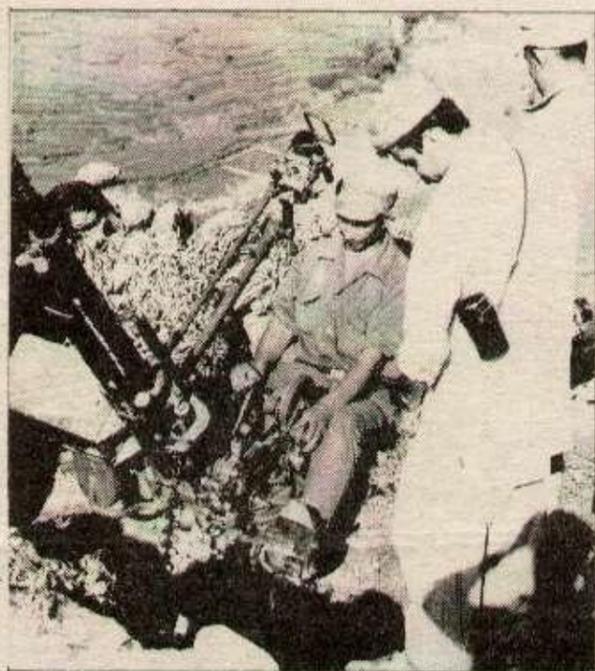
Par ailleurs, profitant des conditions créées par le relief montagneux et accidenté de leur pays, et qui peut limiter l'efficacité d'un certain nombre d'armements lourds déployés par les envahisseurs soviétiques, les résistants afghans sont sans doute en mesure d'infliger un certain nombre de revers aux agresseurs.

Assurément, l'URSS a pu mettre en œuvre ces derniers jours, un énorme pont aérien pour acheminer en un temps record des milliers de soldats et d'impressionnantes quantités de canons et de chars. Elle a ainsi valorisé ce qui est devenue depuis une décennie, et dans des proportions de plus en plus importantes, une caractéristique essentielle de l'armée soviétique : une très grande capacité d'intervention massive et rapide sur des théâtres d'opération extérieurs à l'URSS, en comptant largement sur les unités aéroportées. Ainsi, en Afghanistan, les troupes qui viennent d'y être acheminées, l'ont été par des avions Antonov, effectuant jusqu'à cent va-et-vient en une seule journée, et utilisant en Afghanistan même, plusieurs pistes aménagées à cet effet. Mais au-delà de cet impressionnant déploiement de forces, l'URSS est confrontée sur le terrain à une situation qui la menace d'enlèvement. Les chances de la résistance ne seront sans doute pas ruinées par les capacités d'empont des avions gros-porteurs soviétiques et le matériel meurtrier que ceux-ci transportent. Ni par diverses manœuvres cyniques, telle que celle qui consiste à recruter, pour les forces soviétiques opérant en Afghanistan, des éléments appartenant aux minorités nationales des Républiques musulmanes de l'URSS, et ayant une certaine connaissance de la culture des populations afghanes.

Frank Roussel

Jean-Paul GAY

Photo Aydnik



Une DCA capturée ces derniers mois par des combattants islamiques en lutte contre l'agression soviétique.

Les informations transmises par diverses agences de presse dont l'agence indienne PTI, font état de violents combats qui opposent actuellement, et depuis ces derniers jours, les troupes soviétiques récemment débarquées, aux forces afghanes de résistance. Parmi les lieux des combats cités, figure la province de Paktia, qui s'étend au sud-est de la capitale, Kaboul jusqu'à la frontière pakistanaise. C'est là notamment qu'est lancée depuis mercredi 2 janvier une division d'élite soviétique de 10 000 hommes, pour essayer d'écraser la résistance dans cette région.

### Des coups d'Etats successifs à l'invasion

## Une politique globale de l'URSS

Face à la réprobation quasi unanime de l'opinion internationale, l'URSS et ses alliés de même que le PCF tentent d'expliquer l'agression soviétique comme se situant dans le cadre de l'aide ponctuelle entre deux Etats liés par des accords internationaux. Outre le caractère odieux d'une « aide » qui consiste à renverser le gouvernement d'un autre pays (à la demande de celui-ci, si l'on prend à la lettre les « explications » du Kremlin!), la pénétration soviétique en Afghanistan, loin d'être un fait nouveau date d'une dizaine d'années, et la pénétration économique et politique a largement précédé les troupes. Au fil des ans, l'URSS s'est montrée de plus en plus entreprenante jusqu'au coup d'Etat du 27 décembre où elle a franchi une étape supérieure en intervenant de manière massive et directe.

### AVANT LE COUP D'ETAT D'AVRIL 1978

S'appuyant successivement sur les deux tendances du Parti populaire démocratique, créé en 1965, c'est dans cette formation que l'URSS a puisé tour à tour des hommes qui, à des degrés divers, ont servi sa politique : Taraki, Amin et Karmal.

Ne parvenant pas à se développer ni à organiser les masses populaires, ce parti concentra ses efforts sur l'armée, dont les officiers sont formés en Union Soviétique, y compris avant 1973, et adopta une tactique putschiste. S'appuyant sur le courant pro-soviétique de l'armée et sur le Parcham (une des deux fractions du PPD), Daoud, ancien premier ministre sous la monarchie, prend le pouvoir par un coup d'Etat en 1973. Bien que l'artisan d'une coopération accrue avec l'URSS dans les domaines militaires et économiques, sa politique extérieure, par rapport à l'URSS, est jugée encore trop indépendante par le Kremlin.

Dans cette période, des liens subsistent avec l'impérialisme US tandis que, par ailleurs, des relations importantes avec des pays du tiers-monde dont la Chine, continuent d'exister.

Moscou va alors pousser

au renversement de Daoud en avril 1978, et à son remplacement par Taraki.

L'absence d'assise populaire de Daoud, qui n'avait pas, par exemple, remis en cause les intérêts des féodaux, ni entrepris une véritable réforme agraire, explique sans doute le peu de résistance face au coup d'Etat de Taraki, représentant l'autre tendance du PPD, le Kalk, ce dont l'URSS a su parfaitement tirer parti.

Peu de temps avant le coup d'Etat, les deux tendances du PPD s'étaient réunifiées et le pouvoir de Daoud, qui avait renoncé à s'appuyer sur l'une d'entre elles, s'appretait à les réprimer.

### LE REGIME DE TARAKI AVRIL 78-SEPTEMBRE 79

A la suite du coup d'Etat, la pénétration soviétique s'est intensifiée. C'est dans le domaine militaire qu'elle devient la plus importante. En 1978, le nombre de conseillers militaires soviétiques atteint le chiffre de 2 000, tandis que les experts soviétiques investissent toutes les branches de l'économie afghane (recherche et exploitation des hydrocarbures et des mines, grands projets d'irrigation).

La collaboration militaire aura très vite l'occasion de

s'illustrer sur le terrain au lendemain d'avril 1978 où la résistance populaire s'organise contre le régime pro-soviétique. Les pilotes d'avions et d'hélicoptères, de même que les artilleurs soviétiques, participent directement aux combats en bombardant, parfois au napalm, les villages révoltés.

Dès juin-juillet 1978, les conflits entre les diverses forces qui participent au pouvoir éclatent au grand jour, les principaux leaders du Parcham sont nommés ambassadeurs afin de les éloigner des centres de décision. Ainsi, Babrak Karmal est envoyé en poste à Prague dès cette date. Destitué en septembre 1979 par Amin, il restera en exil en Tchécoslovaquie et servira de carte de rechange aux Soviétiques qui l'ont remis en selle le 27 décembre dernier. Le régime de Taraki, instauré en avril 1978, aura été marqué par un renoncement total à la politique de non-alignement qui subsistait encore, par certains aspects, sous le régime précédent. La nouvelle politique extérieure de l'Afghanistan devient alors totalement alignée sur celle de l'URSS : lors de la conférence des non-alignés à Belgrade en juillet 1978, l'Afghanistan rejoint les positions de Cuba, du Vietnam et de l'Ethiopie, reconnaissant l'URSS comme « allié naturel » des pays non-alignés.

Suivant de quelques jours les traités « d'amitié et de coopération » entre le Vietnam et l'URSS, et entre l'Ethiopie et l'URSS, en novembre 1978, l'Afghanistan signe un traité similaire avec son voisin du nord. C'est ce traité dont Moscou prendra prétexte pour accentuer son escalade militaire en Afghanistan et finalement envahir massivement le pays.

Taraki se verra de plus en plus isolé par rapport à l'ensemble des couches sociales du pays qui rejoignent massivement la révolte populaire. La rébellion s'étend alors à 23 des 29 provinces. L'été 1979, Taraki connaîtra de nombreux revers : des régiments entiers de son armée rejoindront les zones libérées et rallieront les rebelles.

### LE REGNE ECOURTE D'AMIN : SEPTEMBRE A DECEMBRE 1979

Quelques jours après son passage à Moscou, où semble-t-il Brejnev lui renouvela sa confiance, Taraki est renversé par son premier ministre Amin. Celui-ci avait-il l'aval de Moscou? Quoi qu'il en soit, profondément engagée dans l'aventure afghane, l'URSS pouvait difficilement reculer et envoya des renforts militaires beaucoup plus importants, qui développent de façon considérable l'offensive d'hiver déclenchée sous Amin. C'est ainsi que des milliers de soldats soviétiques sont arrivés à Kaboul dans les dernières semaines de décembre. Le 24 décembre 1979, 25 000 soldats des troupes aéroportées débarquaient à Kaboul. Trois jours plus tard, Amin était renversé par Kabral fraîchement débarqué des Antonov soviétiques.

Ainsi, en quelques années, l'URSS a montré qu'elle était capable de s'assurer la mainmise sur un pays, n'hésitant pas à changer les hommes au pouvoir au gré de sa politique. Mais, l'URSS pourrait bien subir des revers importants en Afghanistan du fait de la mobilisation populaire contre son agression.

## Electricité : plus 11% Payer plus cher pour consommer moins

Entre 11 et 12 % d'augmentation du prix de l'électricité, c'est ce qu'on nous promet en ce début d'année. Dans le même temps, on nous envoie à la figure des dizaines de spots publicitaires pour nous

«Des vendeurs d'énergie chargés de prêcher les économies, telle est la situation apparemment absurde dans laquelle se trouve aujourd'hui une grande partie des marchés de l'énergie mondiale». C'est ainsi que se lamente la revue d'EDF «La Vie Électrique». Situation effectivement absurde, quand on pense à la période très récente où le tout électrique était encouragé à coups de primes. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Le premier moyen dissuasif est simple, c'est celui du prix ! Il suffit de regarder tourner le compteur électrique quand on met en route un radiateur ou le four de sa cuisinière pour hésiter ! Et dans les familles populaires, qui n'ont entendu une phrase du genre «Tu travailles pour

l'EDF», quand il oublie d'éteindre une lampe en quittant une pièce ?

### AUTOREDUCTION FORCÉE

Pourtant, cette «autoréduction» à laquelle nous contraind l'EDF en pratiquant des prix prohibitifs ne lui suffit pas. Aujourd'hui, elle se relance dans une vaste campagne d'économies d'énergie, à coups de millions qui sortent sans doute d'ailleurs des poches des travailleurs à qui elle s'adresse.

Ainsi, EDF présente les «actions de sensibilisation» qu'elle a commencé à entreprendre. Campagnes publicitaires : «Ne faites pas tourner le compteur pour rien», et plus récemment, «De petites économies c'est

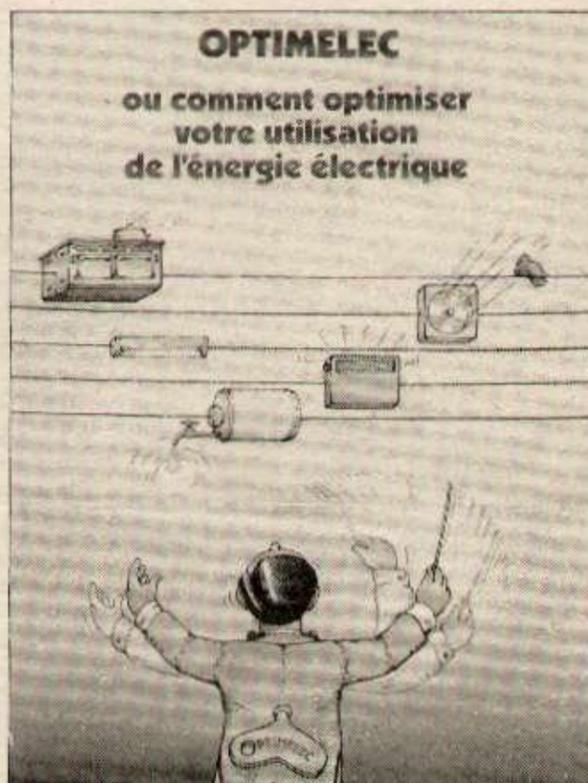
inciter à limiter notre consommation, on bloque automatiquement le chauffage dans certains appartements et dans les locaux publics... Bref, on paiera encore plus cher un produit dont on profitera moins !

bien, au bon moment c'est mieux». Brochures et dépliants, qui doivent faire le régal des imprimeurs : «Vivez aussi bien en dépensant moins», brochure qui va bientôt être diffusée à un million d'exemplaires auprès des usagers domestiques... Vous y «apprendrez» qu'il faut éviter de mettre des plats chauds au frigo, qu'il faut grouper les entrées et sorties de marchandises du même frigo, couper le chauffe-eau si vous partez plus de 24 h... D'autres brochures doivent être distribuées aux industriels, au secteur tertiaire. On y conseille d'arrêter l'eau chaude des sanitaires — gare aux douches froides — de ne pas trop renouveler l'air frais dans les bureaux à air conditionné, comme si les ma-

ladies qu'on y contacte n'étaient pas encore suffisantes. Une partie de ces consignes a donné de tristes résultats : il y a quelques semaines, le personnel du ministère de l'Industrie, sorti dans la cour pour protester contre le froid glacial qui régnait dans les bureaux, est tombé sur les forces de l'ordre qui n'y sont pas allées de main morte !

EN 1985 ?

Pourtant, la consommation moyenne d'électricité par ménage en France n'est pas énorme. Elle vient loin derrière celle des États-Unis, de la Grande Bretagne où pourtant sévit la crise, la Suisse, l'Allemagne et la Belgique ! Alors, pour faire passer la pilule des déléta-



« Optimiser » : moins d'électricité et plus cher !

ges, du rationnement par l'argent, on nous promet que ça ira mieux en 1985, 1985 ? On peut en douter. avec les centrales nucléaires qui d'ailleurs fournissent un courant moins cher ! EDF se souviendra-t-elle de ces arguments en 1985 ? On peut en douter.

Monique CHERAN

## 3 morts à la Samaritaine en 1976 : procès ce lundi

### La section CFDT accuse

Le 7 janvier 1980 à 15 h s'ouvrira à la 14<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, le procès relatif aux accidents survenus dans les sous-sols de la Samaritaine à Paris. Le 24 février 1976, trois ouvriers de l'entreprise Huillet ont trouvé la mort dans les sous-sols de Samaritaine. D'autres salariés de la Samaritaine ont été asphyxiés et ont dû être transportés en

Que s'est-il passé ? C'est en versant de l'acide chlorhydrique pour curer un puits profond de 70 mètres, que les 3 ouvriers de Huillet ont trouvé la mort. Le lendemain, la direction de la Samaritaine décidait de rouvrir le magasin au mépris de la sécurité des travailleurs et des clients. Le gaz mortel s'étant répandu dans les neuf étages plusieurs employés ont été pris de malaises, une personne a été transportée à l'hôpital. A la demande de la CFDT de faire évacuer les employés qui travaillaient dans les locaux, la direction a rétor-

qué : «Cela va faire baisser le chiffre d'affaires».

### UN ACCIDENT PREVISIBLE

Un versement de 1 500 litres d'acide chlorhydrique avait déjà eu lieu 3 semaines auparavant. De nombreux travailleurs ont signalé des émanations de gaz au cours de cette opération. La direction n'a tenu aucun compte de cet avertissement, et n'a pris aucune mesure de sécurité.

La section CFDT affirme qu'un autre acide (sulfamique) pouvait être employé à la place de l'acide chlorhy-

drure. Le syndicat du commerce de Paris-CFDT s'est porté partie civile. La section CFDT de la Samaritaine a constitué une commission d'enquête pour établir les causes précises de cet accident et montrer la responsabilité des patrons de la Samaritaine et de Huillet.

La fatalité, encore moins une faute professionnelle. L'accident est une conséquence de la logique patronale, en matière de conditions de travail. Les deux cadres de Huillet qui passent en procès sont deux lampistes : la Samaritaine n'est pas poursuivie et Huillet ne s'en sort pas trop mal. En effet dans la justice actuelle, rien n'est prévu pour inquiéter les patrons.

La Samaritaine et Huillet étaient sensés connaître les dangers de ce type de curage de puits. Des accidents mortels avaient déjà eu lieu dans d'autres entreprises de la région parisienne. Aucune mesure de sécurité n'a été prise.

Il ne s'agit pas d'invoquer

la fatalité, encore moins une faute professionnelle. L'accident est une conséquence de la logique patronale, en matière de conditions de travail. Les deux cadres de Huillet qui passent en procès sont deux lampistes : la Samaritaine n'est pas poursuivie et Huillet ne s'en sort pas trop mal. En effet dans la justice actuelle, rien n'est prévu pour inquiéter les patrons.

D'après un communiqué de la section CFDT de la SAMARITAINE

## Cinéma

### Un film à voir : Northern Lights

Film américain dont l'action se déroule en 1915 et 1916 dans le Dakota du Nord, un des grands États agricoles des USA.

Des paysans pauvres s'organisent pour lutter contre les usurers, contre les spéculateurs qui font chuter les prix d'achat du blé, seule culture pratiquée intensivement dans cette région. La lutte n'est pas facile. D'abord il faut s'organiser. Chacun croit qu'en travaillant dur il finira bien par s'en sortir. D'accord, il y a bien les expulsions pour dettes impayées ; mais on espère bien y échapper en

trimant dur. Et puis, il faut bien rentrer les récoltes. Alors, a-t-on le temps de discuter quand il y a tant à faire ?

Autant d'obstacles que la «Non Partisan League», l'association des fermiers, va devoir surmonter. La «League» n'accorde aucune confiance aux différents partis politiques, même au parti socialiste, qu'elle accuse de ne pas agir pour défendre les intérêts des paysans pauvres. Devant les tromperies des négociants qui, alors que les prix du blé à l'achat remontent un peu, essaient de frauder sur la

qualité, beaucoup d'illusions tombent : la «League» se renforce rapidement. Elle présente un candidat paysan aux élections pour le poste de gouverneur de l'État. C'est un succès, bien que les partis traditionnels l'emportent dans les villes. Pendant six ans un fermier, un simple fermier va être gouverneur du Dakota du Nord.

Ce film retrace un épisode peu connu de l'histoire des États-Unis. A travers la grande pauvreté de ces paysans victimes des spéculateurs de toutes sortes, on voit apparaître la révolte. La «League» est le moyen de

lutte qu'ils se donnent car ils savent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Un très beau document qui passionnera tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la lutte des classes aux États-Unis et plus généralement à la lutte dans le monde paysan.

Film en noir et blanc, en version américaine sous-titrée (quelques dialogues sont en norvégien car certains paysans du Dakota du Nord à cette époque étaient des immigrants norvégiens).

Un lecteur de Paris

## Le casier judiciaire informatisé

Les casiers judiciaires, actuellement traités par un système de fiches manuelles tenues au greffe de chaque tribunal de grande instance, vont dorénavant être centralisés et informatisés. C'est la conséquence d'une loi qui vient d'être votée au Parlement. Cette loi pourrait, éventuellement, permettre d'accélérer la manipulation des casiers et de diminuer les cas et les durées de détention préventive.

Mais, là ne semble pas résider l'intervention du gouvernement.

La loi prévoit de placer sous le contrôle direct du ministère de la Justice, et donc du gouvernement, des fichiers placés auparavant sous celui des magistrats. Les pressions du gouvernement et de l'exécutif sur les magistrats sont bien connues : attribution et désaisissement de dossiers, mutations d'office, avancements spéciaux, sans parler des interventions directes du ministère auprès du parquet. Mais, cela ne suffit sans doute pas. Le parquet va donc être dessaisi d'une de ses responsabilités et les pouvoirs des magistrats vont donc être un peu plus diminués.

D'autre part, cette loi ne prévoit aucune garantie sérieuse contre le risque d'interconnexion entre les fichiers informatiques privés (il en existe 120 000 officiellement en France) et le casier judiciaire.

## Certains cafetiers ont la gachette facile

M. Dos Santos, ouvrier dans le bâtiment, père de trois enfants, a été abattu par un cafetier au Perreux (Val-de-Marne).

Un peu avant minuit, le mardi 1<sup>er</sup> janvier 1980, M. Dos Santos avec deux autres amis, Portugais eux aussi, consommait des whiskies au café tenu par M. Tondusson. Les trois consommateurs seraient partis sans payer. Le patron du bar les ayant rattrapés, après une brève bousculade, aurait obtenu gain de cause. Puis, les trois clients se seraient enfuis avec des barres de fer. C'est alors que M. Tondusson s'est emparé d'un fusil et a tiré, tuant M. Manuel Dos Santos d'une balle dans les reins.

Décidément, certains cafetiers ont la gachette facile, surtout vis-à-vis des immigrés et des jeunes.

A Saint-Cyr-l'École dans les Yvelines, un propriétaire de café a grièvement blessé un jeune de 17 ans, alors que ce dernier s'enfuyait dans la rue après une tentative de cambriolage.

La liste des meurtres sous prétexte d'autodéfense s'allonge. La campagne permanente qu'entretient le pouvoir sur «l'insécurité», par le biais de la presse et de la télévision n'y est pas pour rien.

## Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J  
CCP No 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942



# De l'aide à la pierre à l'aide à la personne

Par Nicolas GUILLOT

Contraire les travailleurs à se loger dans le secteur « libre », puis autoriser les propriétaires du dit secteur à augmenter les loyers à leur guise, c'est un des aspects du plan Giscard-Barre sur le logement. A ce rythme-là, les 30 % du budget familial réservés au logement seront vite atteints. C'est que les travailleurs locataires subissent une double attaque de la part du pouvoir. En effet, la politique d'austérité mise en place vers 1974 n'a fait que renforcer un plan d'ensemble prévu depuis le début des années 1970 et élaboré par Raymond Barre lui-même, bien avant qu'il ne soit premier ministre, et même bien avant qu'on ne parle de crise.

Les propriétaires étaient, avant-guerre, dans leur grande majorité, des petits propriétaires individuels, que chérissaient particulièrement les politiciens de la Quatrième République. Quant aux entreprises de construction, il s'agissait, pour l'essentiel, de petites entreprises familiales et artisanales : le bâtiment était encore une des rares industries, et le logement un des rares secteurs, où le capital bancaire ne régnait pas encore en maître.

Pour atteindre ce double objectif, l'Etat a largement développé un secteur HLM important, finançant les logements grâce à des prêts à faible taux et longue durée aidés par l'Etat, et mettant sur le marché des logements aux loyers relativement bas.

Dans le même temps, il encourageait les grands ensembles de plusieurs milliers de logements industrialisés, sur le même

le la RIVP à Paris, et même des sociétés HLM comme le FFF... Tous ces gens-là contrôlent aujourd'hui près de 50 % des logements neufs.

Il n'était plus possible, dans l'esprit du capitalisme libéral, d'imposer des limites à leur profit. C'est pourquoi les limites de loyer imposées par la loi de 1948, et qui concernaient à l'origine la quasi-totalité des logements anciens, ne touchent plus aujourd'hui, après de multiples grignotages, que 5 % du parc des logements. Il n'était plus possible, non plus, de maintenir la concurrence d'un secteur HLM trop fortement aidé par l'Etat. C'est pourquoi la réforme Barre du logement prévoit la suppression des prêts anciens et la mise en place d'un nouveau système de prêts, moins aidés et accessibles aussi bien aux promoteurs privés qu'aux organismes HLM. Ce qui aura comme principale conséquence de mettre les loyers HLM au même niveau, élevé, que les autres loyers. Le logement devient une marchandise comme une autre, la même libre concurrence règne entre tous les promoteurs, qu'ils soient « sociaux » ou « privés ».

## La crise : pénurie et hausses des charges

L'offensive contre les locataires était donc déjà bien engagée, bien avant la crise et la mise en place de la politique d'austérité. Celle-ci n'a fait qu'aggraver la situation, d'abord, en servant de prétexte à une baisse radicale du nombre de logements construits : ainsi, en 1979, il aurait fallu au moins 500 000 logements, on atteindra péniblement les 400 000, et encore, sur ce total, il n'y aura que 75 000 HLM... Cette pénurie renforce évidemment la position des propriétaires face aux locataires. Autre effet de la crise, c'est une hausse vertigineuse des charges, et notamment des charges de chauffage. Celles-ci représentaient, en 1973, 33 % du loyer, en moyenne, elles atteignent aujourd'hui 44 % du loyer, elles ont presque doublé en cinq ans. Et les prévisions pour l'hiver 1979 sont tout ce qu'il y a de plus inquiétant.

modèle, que seuls pouvaient construire de puissantes entreprises. Parallèlement à ce secteur « social », c'était aussi la période faste des grands promoteurs immobiliers, filiales des principales banques.

## ...Au libre règne du profit

Vers le début des années 1970, l'Etat estime avoir rempli ses objectifs. Et en effet, le logement est devenu l'affaire des grandes banques. Le groupe Suez contrôle ainsi bien l'entreprise Bouygues que des promoteurs connus, comme GOGFIMO ou Maisons Phénix. Paribas a son entreprise, Fougerolle, son bureau d'étude, l'OTH, sa société de promotion, COGEDIM, sa société de location, UFI, contrô-

## De l'intervention directe de l'Etat...

Pendant les vingt années qui ont suivi la guerre, l'Etat est

Michel d'Ornano, ministre du logement, dans une interview au *Nouvel Economiste* en janvier 1979 :

« Sur les loyers, il en va du prix du logement comme des autres prix. Il faut qu'il puisse y avoir une concurrence. Il faut rétablir la vérité des loyers avec une politique d'aide à la personne qui permette de solvabiliser la demande. Il y a trois grandes catégories de logements. Ceux qui étaient libres avant 1976 : nous nous sommes efforcés de rendre la liberté des loyers en veillant à rétablir les conditions normales du marché sans que les propriétaires puissent en profiter pour opérer un rattrapage sur les deux années soumises à la réglementation. Deuxième catégorie : les HLM, où on peut dire que les loyers sont librement fixés à l'intérieur d'un plafond. Restent les logements de la loi de 1948, qui sont environ 800 000, et qui devront progressivement être réinsérés dans le marché. Mais cela prendra évidemment du temps... »

« Le blocage des loyers est une situation d'exception toujours détestable à long terme. Il faut que les investisseurs le sachent... »

très largement intervenu dans la construction et l'attribution des logements en France.

Il s'agissait alors de résoudre deux sortes de problèmes.

D'une part, un problème social : le manque de logement. La crise du logement est un vieux mal français, datant de bien avant-guerre, et encore accrue par des destructions de la guerre et l'afflux massif vers les villes chassés de leurs terres pour trouver du travail en usine. De plus, il fallait construire des logements à des prix relativement faibles, abordables par la grande masse des travailleurs.

Le deuxième problème que voulait résoudre l'Etat capitaliste, c'était de modifier entièrement les structures de construction et de propriété des loge-

## « Ne pensez-vous pas qu'un jour, quelque chose peut exploser du côté du logement ? »

C'est ainsi que s'inquiétait, il y a deux ans, le président des HLM auprès du ministre d'Ornano. Et effectivement, le pouvoir prend la menace au sérieux.

trainer des hausses des loyers HLM de 25 à 40 %, on comprend l'inquiétude que suscite cette réforme.

## 15 MILLIONS DE LAISSÉS POUR COMPTE

Il leur a d'abord fallu se rendre à l'évidence, c'est-à-dire qu'une proportion importante des Français, environ quatre millions de familles, n'avaient pas de place dans leurs plans. Leurs revenus sont évidemment trop faibles pour qu'ils deviennent propriétaires, les organismes HLM les refoulent car ils les estiment « non-solvables », comme ils disent, et ils ne trouveront bientôt plus de loyers abordables sur le marché libre.

Pour les plus pauvres d'entre eux, ce seront les cités de transit, où ils ne bénéficieront d'aucun statut de locataire, où

## LA RÉFORME A PETITS PAS

C'est pourquoi, craignant qu'une application brutale de la réforme n'entraîne une « explosion », surtout dans une période où les travailleurs sont déjà durement frappés dans leur emploi, le pouvoir a préféré échelonner sur plusieurs années la mise en place de la réforme à tous les secteurs du logement. Le système de l'APL n'est encore appliqué qu'à un très petit nombre de locataires, immeuble par immeuble, parfois même appartement par appartement au sein d'un même immeuble. La libération des loyers « libres » s'est elle aussi faite progressivement. Pendant trois mois, depuis 1976, dans les années les plus « dures »,

« Les locataires entrés depuis le 1er février 1979, nous déclarait récemment un membre du comité de locataires HLM SEMCODA à Vaulx-en-Velin, dans le Rhône, se sont vus imposer un bail et un loyer différents de ceux des anciens locataires. Le loyer passe de 800 F à 1 100 F pour un F3 et de 1 000 F à 1 400 F pour un F5, soit une augmentation dépassant les 40 %. Cette augmentation n'est compensée par l'APL (aide personnalisée au logement) que pour les ménages ayant un revenu très faible (une seule personne travaillant) ou ayant au minimum trois enfants. »

Et il choisissait deux exemples sur sa cité à Vaulx-en-Velin. Celui d'un appartement F5 occupé par un couple avec trois enfants : leur revenu est de 4 700 F par mois ; actuellement, ils ont un loyer de 1 010 F et une allocation-logement de 176 F. Après la réforme, le loyer passera à 1 420 F (plus 40,6 %), avec une APL de 564 F ; il lui restera à payer 856 F, contre 834 F avant la réforme ; le taux d'effort de cette famille (part des revenus consacrés au logement) augmente légèrement, il est de 18,2 %.

Autre exemple, un couple avec un enfant qui occupe un F3 : les deux conjoints travaillent et gagnent 5 160 F par mois. Le loyer passe de 587 F à 911 F (plus 55 %) ; ils n'avaient pas droit à l'allocation-logement, ils n'ont pas plus droit à l'APL. Ils devront payer 324 F de plus par mois.

leur budget et leur vie quotidienne sont étroitement contrôlés, de façon quasi-policrière. Pour les autres, c'est l'Aide personnalisée au logement, la fameuse APL, qui doit remplacer l'allocation logement. Si, effectivement, l'APL favorise les très faibles revenus et les familles nombreuses ou les personnes âgées, elle désavantage lourdement la plupart des familles populaires. En 1978, les organismes HLM avouaient que seule la moitié des ménages dont le revenu est situé entre 2 800 et 4 200 F par mois avaient droit à l'APL, et pratiquement plus aucun au-dessus de 5 600 F par mois. Quand on sait qu'en 1978, le revenu moyen d'une famille ouvrière était de 6 258 F par mois, et que la réforme doit en-

Barre a bloqué par décret la hausse des loyers libres à environ 6,5 % par an. Depuis juillet, la libération des loyers est devenue la règle, mais elle ne s'appliquera, en principe, qu'à chaque nouvelle signature de bail, c'est-à-dire que, chaque mois, pendant six ans, c'est une petite partie seulement des locataires qui subira des hausses de 20 à 90 %...

Diviser pour régner, vieux principe du pouvoir bourgeois qui ne saurait cacher que, d'ici cinq ou six ans, c'est la totalité des locataires qui auront été touchés, et que c'est dès maintenant que tous doivent s'y opposer, même ceux qui ont encore un petit répit.

## Non à la réforme Barre

On peut manger des pommes de terre tous les jours, on peut aller au travail à pied au lieu de prendre le bus ou le métro, on peut rafistoler des vieilles chaussures ou raccomoder des vêtements trop usés, mais on est bien obligé de se loger et, tôt ou tard, de payer son loyer, sinon c'est l'huissier, l'expulsion, la rue. Ceci, ceux qui gouvernent le savent bien quand ils nous livrent pieds et poings liés à la loi des promoteurs, qu'ils soient « sociaux » ou non. Mais en voulant aller trop loin, ils sont en train de créer une situation

dangereuse pour eux. De plus en plus, les locataires des différents secteurs — HLM, secteur libre, loi de 1948 — sont confrontés aux mêmes problèmes, en un mot, le règne absolu des loyers libres ; et les propriétaires qu'ils ont en face d'eux sont souvent les mêmes, filiales des mêmes banques. Ce sont là des conditions favorables pour que se développe une lutte plus large, plus unie, de l'ensemble des locataires, contre l'APL, contre les hausses libres de loyer, mais aussi pour une meilleure qualité des logements.